

# REPUBLIQUE FRANCAISE

---

Ministère de la décentralisation et de la  
fonction publique

---

## **Décret n°-.... du ..... relatif à l'intégration de deux corps de fonctionnaires du ministère de la défense dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat et modifiant le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat**

NOR :

**Le Premier ministre,**

Sur le rapport de la ministre de la décentralisation et de la fonction publique,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 64-260 du 14 mars 1964 modifié portant statut des sous-préfets ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2005-1215 du 26 septembre 2005 modifié portant dispositions statutaires communes applicables aux corps des attachés d'administration et à certains corps analogues ;

Vu le décret n° 2008-370 organisant les conditions d'exercice des fonctions, en position d'activité, dans les administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-888 du 28 juillet 2010 modifié relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 modifié portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat (commission statutaire) en date du ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

Décète :

**TITRE Ier**

**Dispositions modifiant le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat**

**Article 1<sup>er</sup>**

Le 1° de l'article 3-1 du décret du 17 octobre 2011 susvisé est complété par la phrase suivante:

« En outre, ils peuvent se voir confier des fonctions d'agent comptable lorsqu'ils sont affectés dans un centre de ressources, d'expertise, et de performance sportives ; »

**Article 2**

L'article 18 du même décret est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa et les tableaux sont remplacés par les dispositions suivantes:

« Art. 18 : La durée du temps passé dans chacun des échelons des grades du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat est fixée ainsi qu'il suit :

GRADES	ÉCHELONS	DURÉE
Attaché hors classe		
	Spécial	
	7e	—
	6e	2 ans et 9 mois
	5e	2 ans 4 mois
	4e	2 ans 3 mois
	3e	1 an et 10 mois
	2e	1 an et 10 mois
	1er	1 an et 10 mois
Attaché principal		
	10e	—
	9e	2 ans et 9 mois
	8e	2 ans 4 mois
	7e	2 ans 3 mois
	6e	1 an et 10 mois
	5e	1 an et 10 mois
	4e	1 an et 10 mois
	3e	1 an et 10 mois
	2e	1 an et 10 mois
	1er	1 an
Attaché		
	12e	—
	11e	3 ans et 8 mois
	10e	2 ans et 9 mois

	9e	2 ans et 9 mois
	8e	2 ans et 9 mois
	7e	2 ans et 8 mois
	6e	2 ans 4 mois
	5e	1 an et 10 mois
	4e	1 an et 10 mois
	3e	1 an et 10 mois
	2e	1 an
	1er	1 an

GRADE EN VOIE D'EXTINCTION	ÉCHELONS	DURÉE
Directeur de service		
	14e échelon	—
	13e échelon	1 an et 10 mois
	12e échelon	1 an et 10 mois
	11e échelon	1 an et 10 mois
	10e échelon	1 an et 10 mois
	9e échelon	1 an et 10 mois
	8e échelon	1 an et 10 mois
	7e échelon	1 an et 10 mois
	6e échelon	1 an et 10 mois
	5e échelon	1 an et 10 mois
	4e échelon	1 an et 10 mois
	3e échelon	1 an et 10 mois
	2e échelon	1 an
	1er échelon	1 an

« Les dispositions des articles 7 à 11 du décret du 28 juillet 2010 susvisé et relatives aux réductions d'anciennetés ne sont pas applicables aux membres du corps. » ;

2° Le dernier alinéa est abrogé.

### Article 3

Au troisième et au septième alinéas de l'article 24 du même décret, les mots « l'indice brut 1015 » sont remplacés par les mots « l'indice brut 985 ».

### Article 4

L'annexe du même décret est ainsi modifiée :

1° Dans la colonne « autorité de rattachement pour le recrutement et la gestion » du tableau, les mots : « Ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale » sont remplacés par les mots : « Ministres chargés des affaires sociales » ;

2° Dans la colonne « affectation » du tableau, les mots « Secrétariat général du comité interministériel des villes » sont supprimés ;

3° Le tableau est complété par la rubrique suivante :

AUTORITE DE RATTACHEMENT pour le recrutement et la gestion	AFFECTATION
Ministre de la défense	Services de l'administration centrale, services à compétence nationale et services déconcentrés relevant du ministre de la défense ;  Etablissements publics relevant de la tutelle administrative du ministre de la défense.

## **TITRE II**

### **Dispositions modifiant le décret n° 64-260 du 14 mars 1964 portant statut des sous-préfets**

#### **Article 5**

Le I de l'article 8 du décret du 14 mars 1964 susvisé est ainsi modifié :

Au 1°, les mots : « des attachés principaux d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer et des directeurs de préfecture justifiant, au 1er janvier de l'année considérée, de huit ans de services effectifs dans un corps de catégorie A ou sur un emploi de catégorie A ou assimilé, » sont remplacés par les mots suivants : « des attachés principaux, attachés hors classe d'administration de l'Etat et directeurs de service, régis par le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat justifiant, au 1er janvier de l'année considérée, de huit ans de services effectifs dans un corps de catégorie A ou sur un emploi de catégorie A ou assimilé et de l'exercice de fonctions depuis au moins cinq ans au sein d'un service dont le ministre de l'intérieur constitue l'autorité de rattachement pour le recrutement et la gestion des attachés d'administration de l'Etat, » ;

Au 2°, les mots « d'attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer » sont remplacés par les mots « d'attaché principal d'administration de l'Etat ».

## **TITRE III**

### **Dispositions transitoires et finales**

## Chapitre I<sup>er</sup>

### Reclassement des membres du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat dans les grades et échelons prévus à l'article 18 du décret du 17 octobre 2011 susvisé dans sa rédaction issue du présent décret

#### Article 6

Les attachés d'administration de l'Etat sont reclassés, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, conformément au tableau de correspondance suivant :

<b>Situation d'origine</b>	<b>Nouvelle situation</b>	<b>ANCIENNETÉ D'ÉCHELON CONSERVÉE dans la limite de la durée d'échelon</b>
Grade d'attaché hors classe	Grade d'attaché hors classe	
Echelon spécial		
7e échelon	7e échelon	Ancienneté acquise
6e échelon	6e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
5e échelon	5e échelon	14/15 de l'ancienneté acquise
4e échelon	4e échelon	9/10 de l'ancienneté acquise
3e échelon	3e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
2e échelon	2e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
1er échelon	1e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
Grade de directeur des services	Grade de directeur des services	
14e échelon	14e échelon	Ancienneté acquise.
13e échelon	13e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
12e échelon	12e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
11e échelon	11e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
10e échelon	10e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
9e échelon	9e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
8e échelon	8e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
7e échelon	7e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
6e échelon	6e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
5e échelon	5e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
4e échelon	4e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
3e échelon	3e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
2e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Ancienneté acquise
Attaché principal	Attaché	

	principal	
10e échelon	10e échelon	Ancienneté acquise.
9e échelon	9e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
8e échelon	8e échelon	14/15 de l'ancienneté acquise
7e échelon	7e échelon	9/10 de l'ancienneté acquise
6e échelon	6e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
5e échelon	5e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
4e échelon	4e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
3e échelon	3e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
2e échelon	2e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Ancienneté acquise
Attaché	Attaché	
12e échelon	12e échelon	Ancienneté acquise.
11e échelon	11e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
10e échelon	10e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
9e échelon	9e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
8e échelon	8e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
7e échelon	7e échelon	8/9 de l'ancienneté acquise
6e échelon	6e échelon	14/15 de l'ancienneté acquise
5e échelon	5e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
4e échelon	4e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
3e échelon	3e échelon	11/12 de l'ancienneté acquise
2e échelon	2e échelon	Ancienneté acquise
1er échelon	1er échelon	Ancienneté acquise

## Article 7

Par dérogation au décret du 28 juillet 2010 susvisé, les membres du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat bénéficient d'une réduction d'ancienneté d'une durée d'un mois au titre de l'année 2014, à l'exception de ceux d'entre eux ayant atteint l'échelon sommital de leur grade et des fonctionnaires stagiaires. Par dérogation à l'article 8 du même décret, cette réduction d'ancienneté n'est pas soumise à l'avis de la commission administrative paritaire.

Ils conservent en outre les réductions et majorations d'ancienneté accordées et non utilisées pour un avancement d'échelon.

## Chapitre II

### Intégration des attachés d'administration du ministère de la défense dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat

## Article 8

Les membres du corps des attachés d'administration du ministère de la défense sont intégrés, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat, dans les conditions prévues au chapitre VI du décret du 17 octobre 2011 susvisé.

### **Article 9**

I. – Les fonctionnaires mentionnés à l'article 8 conservent les réductions et majorations d'ancienneté accordées et non utilisées pour un avancement d'échelon dans leur ancien corps dans les conditions fixées par le décret du 28 juillet 2010 susvisé.

II – Par dérogation à l'article 14 du décret du 28 juillet 2010 susvisé, un tableau d'avancement au grade d'attaché hors classe est établi par le ministre de la défense, au titre de l'année 2014, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret. Peuvent être inscrits sur ce tableau d'avancement les attachés principaux rattachés au ministre de la défense qui remplissent les conditions posées aux articles 24 et 40 du décret du 17 octobre 2011 susvisé. Le pourcentage prévu au second alinéa de l'article 26 du décret du 17 octobre 2011 susvisé est calculé en fonction des effectifs des attachés d'administration de l'Etat considérés à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

### **Article 10**

L'examen professionnel ouvert, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, pour l'avancement au grade d'attaché principal d'administration du ministère de la défense, au titre de l'année 2014, se poursuit jusqu'à son terme.

Les candidats admis à cet examen sont inscrits sur le tableau d'avancement de grade établi au titre de l'année 2014 par le ministre de la défense. C'est ce ministre qui prononce, le cas échéant, la promotion.

### **Article 11**

Les membres du corps rattachés au ministre de la défense qui, après la date d'entrée en vigueur du présent décret, sont affectés auprès d'un ministre ou d'une autorité ayant déjà établi un tableau d'avancement au grade d'attaché principal au titre de l'année 2015, conservent la possibilité de bénéficier d'un avancement au grade d'attaché principal, par voie d'examen professionnel ou au choix, auprès du ministre de la défense. Les promotions sont, le cas échéant, prononcées par ce ministre et s'imputent sur le nombre de promotions qu'il est susceptible de prononcer.

### **Article 12**

Les procédures de réintégration dans leur administration d'origine de fonctionnaires mentionnés au présent chapitre, organisées en application du deuxième alinéa de l'article 24 du décret du 16 septembre 1985 susvisé, qui sont en cours à la date d'entrée en vigueur du présent décret, se poursuivent jusqu'à leur terme.

### **Article 13**

I - A la date d'entrée en vigueur du présent décret, les attachés d'administration du ministère de la défense qui sont détachés dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat

sont affectés en position d'activité dans leur administration d'accueil. Sur leur demande et par dérogation au deuxième alinéa de l'article 5 du décret du 17 octobre 2011 susvisé, ils sont rattachés au ministre de la défense, au plus pendant une période de cinq ans et jusqu'à changement de leur administration d'affectation.

II. – Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 5 du décret du 17 octobre 2011 susvisé, les membres du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat affectés en application du décret du 18 avril 2008 susvisé dans une administration ou dans un établissement mentionné au 2° de l'article 4 du présent décret, sont rattachés, sur leur demande, à leur administration d'origine, au plus pendant une période de cinq ans et jusqu'à changement de leur administration d'affectation.

### **Article 14**

A compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, le décret n° 2006-1483 du 29 novembre 2006 portant dispositions statutaires relatives au corps des attachés d'administration du ministère de la défense est abrogé et la mention de ce corps est supprimée de l'annexe du décret du 26 septembre 2005 susvisé.

### **Chapitre III**

#### **Intégration des directeurs des services déconcentrés du ministère de la défense dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat**

### **Article 15**

I. - Les fonctionnaires appartenant au grade de directeur des services déconcentrés du ministère de la défense régi par le décret n° 97-1144 du 12 décembre 1997 portant statut particulier du corps des directeurs, délégués principaux et délégués des services déconcentrés du ministère de la défense, sont intégrés, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat.

II. - Ils sont classés dans le grade des directeurs de service conformément au tableau de correspondance suivant :

<b>Grade d'origine</b>	<b>Grade d'intégration</b>	<b>Ancienneté d'échelon conservée dans la limite de la durée de l'échelon d'accueil</b>
<b>directeur des services déconcentrés du ministère de la défense</b>	<b>directeur de service</b>	
7 <sup>ème</sup> échelon	14 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
6 <sup>ème</sup> échelon	13 <sup>ème</sup> échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
5 <sup>ème</sup> échelon	12 <sup>ème</sup> échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
4 <sup>ème</sup> échelon - à partir de 2 ans	11 <sup>ème</sup> échelon	Deux fois l'ancienneté acquise au-delà de 2 ans
- avant 2 ans	10 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
3 <sup>ème</sup> échelon	9 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
2 <sup>ème</sup> échelon	8 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise



1 <sup>er</sup> échelon	7 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
-------------------------	--------------------------	--------------------

III - Les services accomplis en qualité de directeur des services déconcentrés du ministère de la défense sont assimilés à des services accomplis dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat et dans le grade d'intégration.

### **Article 16**

I. - Les fonctionnaires mentionnés à l'article 15 conservent les réductions et majorations d'ancienneté accordées et non utilisées pour un avancement d'échelon dans leur ancien corps dans les conditions fixées par le décret du 28 juillet 2010 susvisé.

II. – Ils peuvent, s'ils remplissent les conditions posées aux articles 24 et 40 du décret du 17 octobre 2011 susvisé, être inscrits au tableau d'avancement au grade d'attaché hors classe prévu au II de l'article 9.

### **Article 17**

Jusqu'à la mise en place de la nouvelle commission administrative paritaire placée auprès du ministre de la défense, qui interviendra dans un délai de 9 mois au plus tard à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, et par dérogation à l'article 38 du décret du 17 octobre 2011 susvisé, la commission administrative paritaire du corps des attachés d'administration du ministère de la défense demeure compétente, le mandat de ses membres est maintenu et elle est placée, conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du décret du 17 octobre 2011 susvisé, auprès du ministre de la défense.

Durant cette même période, la commission administrative paritaire des directeurs des services déconcentrés du ministère de la défense demeure compétente, le mandat de ses membres est maintenu et elle est placée, conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du décret du 17 octobre 2011 susvisé, auprès du ministre de la défense.

Cette commission siège en formation conjointe avec la commission administrative paritaire du corps des attachés d'administration du ministère de la défense mentionnée au premier alinéa. Les représentants du grade d'attaché principal du corps des attachés d'administration du ministère de la défense et les représentants du grade des directeurs des services déconcentrés du ministère de la défense représentent les grades d'attachés principaux et de directeurs de service du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat dont l'autorité de rattachement est le ministre de la défense.

### **Article 18**

Le présent décret entre en vigueur le premier jour du mois suivant celui de sa publication au *Journal officiel* de la République française, à l'exception du 1<sup>o</sup> de l'article 2 et de l'article 6 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

### **Article 19**

Le ministre des finances et des comptes publics, la ministre des affaires sociales et de la santé, le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, la ministre de la décentralisation et de la fonction publique et le secrétaire d'Etat au budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :